

REPUBLIQUE DE GUINEE

.....

Travail-Justice-Solidarité

TRANSITION EN GUINEE 2022

*SONDAGE D'OPINIONS SUR LES ATTENTES ET
PRIORITES DES POPULATIONS GUINEENNES*

RAPPORT FINAL

**INITIATION ET FINANCEMENT: Open Society In West Africa
(OSIWA)**

AGENCE D'EXECUTION: Stat View International (SVI)

Avril 2022

Table des matières

RESUME	3
CHAPITRE I : INTRODUCTION	6
1.1. De la pertinence des sondages d'opinions.....	6
1.2. De l'alignement des sondages d'opinions avec les objectifs de l'Alliance Citoyenne pour la Transition (ACT)	6
1.3. Objectifs des sondages d'opinions	7
1.3.1 Objectif général	7
1.3.2 Objectifs spécifiques	8
1.4. Des résultats attendus pour l'ACT.....	8
1.5. Méthodologie.....	9
1.5.1. Méthode d'évaluation.....	9
1.5.2. Groupes cibles et échantillon	9
1.6. Organisation de l'enquête.....	10
1.6.1 Phase préparatoire.....	10
1.6.2. Enquête proprement dite.....	11
1.7. Coordination	12
1.8. Traitement des données	12
1.9. Contrôle qualité	12
CHAPITRE II : RESULTATS DU SONDAGE.....	13
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants	13
2.2. Appréciation de la Transition	14
2.2.1. Opinion des répondants sur la pertinence des mesures prises par le CNRD	14
2.2.2. Degré de staisfaction des répondants suite à la mise en place de certaines institutions	16
2.2.3. Opinion des répondants sur la pertinence d'engager des poursuites judiciaires relatives à plusieurs dossiers d'audits.....	17
2.2.4. Opinion des répondants sur la nécessité du maintien de certaines institutions	19
2.2.5. Degré de satisfaction des répondants par rapport à la récupération des domaines de l'Etat.....	19
2.2.6. Degré de satisfaction des répondants par rapport à la manière dont le pays est géré sur plusieurs plans.....	20
2.2.7. Opinion des répondants sur la limitation d'âge pour être élu Président ou Député à l'Assemblée Nationale, la durée et le nombre de leurs mandats.....	21
2.2.8. Opnion des répondants sur la limitation du nombre de partis politiques	23
2.2.9. Opinion des répondants sur l'exécution de certaines actions pendant la Transition et sa durée	24
2.2.10. Opinion des répondants sur les qualités et les faiblesses des principaux leaders de la Transition	26
2.2.11. Degré de satisfaction des répondants par rapport au Président de la Transition suite à la mise en place de certaines Institutions de la Transition.....	27
2.2.12. Priorités des répondants auprès du Président de la Transition	28
CONCLUSION.....	29
ANNEXE.....	Error! Bookmark not defined.

RESUME

Pour mesurer l'évolution de l'opinion publique sur la conduite de la transition par le CNRD pour le retour à l'ordre constitutionnel, Stat View International a utilisé la méthode d'évaluation basée sur la théorie du changement à travers l'approche CAPI (Computer Assisted Personal Interviewing). Les objectifs poursuivis recherchés sont, entre autres, d'informer l'opinion nationale et internationale sur les préoccupations et priorités des populations relatives à la transition, les points forts des actions entreprises, leur durabilité ainsi que les défis à relever. Sur la base des résultats des sondages d'opinions, il est prévu que l'Alliance Citoyenne pour la Transition (ACT) élabore des documents de plaidoyer destinés aux acteurs de la Transition et aux partenaires au développement.

La taille de l'échantillon est de 1200 répondants dans la population générale soit 1000 répondants dans les ménages et 200 Acteurs de la Transition avec une couverture nationale. Selon 88% des répondants, la prise du pouvoir par l'Armée le 05 Septembre 2021 était nécessaire. De toutes les actions entreprises par le CNRD depuis son avènement au pouvoir, trois sont particulièrement appréciées par les guinéens, soit plus de 80% des répondants quelle que soit la catégorie considérée. Il s'agit de la création de la CRIEF (87%), la récupération des biens et domaines publics de l'État (84%) et la mise à la retraite des fonctionnaires de l'Administration Publique (83%). Toutefois, la justice doit servir de boussole dans la conduite de chacune de ces actions, selon ces répondants.

Si les guinéens, dans leur grande majorité, sont satisfaits du CNRD dans sa gestion des libertés individuelles, la récupération des biens publics et la construction d'infrastructures routières, seulement 43% se disent satisfaits de la manière dont le pays est géré sur le plan politique. Pire, le taux de satisfaction baisse à 20% lorsqu'il s'agit d'apprécier la performance des autorités de la Transition dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie des Guinéens. D'ailleurs, il n'y a que 6% des acteurs qui sont satisfaits de la performance des autorités actuelles en matière d'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Pratiquement, la grande majorité des participants au sondage d'opinions, y compris les Acteurs, ont indiqué qu'il faut prévoir un âge minimum pour être candidat aux élections nationales (législatives et présidentielle). Cet âge minimum est de 45 ans pour la fonction de Président de la République et de 40 ans pour l'Assemblée Nationale. Par contre, il y a une divergence d'opinions concernant la

fixation de l'Age maximum pour être candidat aux élections nationales. Si la majorité des répondants au sein de la population générale ont déclaré que l'âge maximum devrait être de 75 ans pour la fonction présidentielle et de 70 ans pour les Députés à l'Assemblée Nationale, plus de la moitié des Acteurs sont contre toute fixation de limite maximale d'âge pour être candidat aux élections nationales.

Les candidatures indépendantes aux élections nationales ont été sollicitées par $\frac{3}{4}$ des répondants y compris parmi les Acteurs. Quant à la durée du mandat du Président de la République, elle devrait être de 5 ans et renouvelable une fois, selon les $\frac{3}{4}$ des répondants. Le nombre de partis politiques devrait être ramené à 5 au maximum selon trois quarts des Acteurs.

Le Président de la Transition est perçu comme une personne qui a de l'autorité par 87% des guinéens et intègres par 73%. Par contre, seulement un guinéen sur deux pense qu'il a une bonne connaissance du pays, qu'il tient parole ou qu'il est équitable dans ses nominations. Au lendemain de la prise du pouvoir par le CNRD, le taux de satisfaction des guinéens y compris les Acteurs (c'est-à-dire les forces vives) était de 86%. Ce taux est actuellement de 48% en moyenne et de seulement 35% chez les Acteurs.

Les conditions de vie seraient parmi les principales causes de la baisse de la cote de popularité du Président de la Transition car seulement 20% des citoyens dans les ménages et 6% des Acteurs sont satisfaits de la performance des autorités actuelles dans ce domaine. La situation personnelle de 57% des guinéens n'a pas changé depuis la prise du pouvoir par le CNRD. Il faut ajouter à cela le manque de dialogue avec la classe politique et le non-respect de l'équité et de la diversité dans les nominations aux postes de responsabilité dans l'administration publique.

S'agissant du Premier Ministre, plus de la moitié des répondants estiment qu'il est intègre (63%) et qu'il a une vision claire de sa mission (54%). Par contre, seulement le tiers des répondants trouvent qu'il tient parole ou qu'il est équitable dans ses nominations ou propositions de nominations. Deux guinéens sur 5 pensent qu'il a une bonne connaissance du pays.

Quant au Président du Conseil National de la Transition, plus de deux tiers des répondants pensent qu'il a une bonne connaissance du pays. Un répondant sur deux trouve qu'il a de l'autorité. Toutefois, seulement ¼ des répondants pensent qu'il tient promesse ou qu'il est transparent et sincère.

A la question de savoir ce qu'ils demanderaient en priorité au Président de la Transition s'ils avaient la possibilité de le rencontrer, selon les résultats, ils lui parleraient de l'emploi-jeunes, des élections et des conditions de vie des Guinéens. Quant aux acteurs, ils lui parleraient des élections et de l'équité dans les nominations.

La durée de la Transition ne devrait pas excéder trois ans à compter de la date de la prise du pouvoir par le CNRD selon les trois quarts des répondants.

CHAPITRE I : INTRODUCTION

1.1. De la pertinence des sondages d'opinions

La volonté d'atteindre les objectifs fixés pour une transition réussie en Guinée ne peut se passer d'une bonne information et de contributions des citoyens. Les sondages d'opinions sont l'un des meilleurs moyens dont on dispose pour y aboutir.

L'un des objectifs phares du CNRD est de doter la Guinée d'institutions fortes à travers des réformes institutionnelles, la refondation de l'État et la lutte contre la corruption. Les bénéficiaires de ces réformes sont les citoyens. Il est important de noter que le citoyen n'exprime pas ses convictions seulement dans l'isolement lors des consultations périodiques, mais il accepte également de les faire connaître quand il est sollicité pour une enquête d'opinion. Les sondages permettent d'une certaine manière la mise en œuvre d'une démocratie de participation. Dans une transition politique, le gouvernement doit trouver un équilibre et discerner entre plusieurs priorités de réformes concurrentes, et les sondages d'opinion peuvent apporter une contribution utile dans ce processus.

Les citoyens ont acquis des convictions sur la gestion de l'économie, les programmes sociaux et les institutions politiques qui influencent ou modèlent leur existence. Ils font plus confiance à certaines institutions qu'à d'autres, ils préfèrent certaines politiques sociales à d'autres. Les sondages nous permettent d'étudier les opinions et de vérifier si les citoyens expriment des opinions semblables en fonction des différents groupes auxquels ils appartiennent. Toutefois, parmi les enquêtes d'opinion, il en est qui s'adresseront au public en général, d'autres qui viseront les acteurs de la transition.

1.2. De l'alignement des sondages d'opinions avec les objectifs de l'Alliance Citoyenne pour la Transition (ACT)

Les premiers discours et actes du CNRD ont suscité une adhésion populaire à travers des scènes de liesse et des déclarations de soutien de l'ensemble des forces vives de la nation.

Pour une transition réussie et apaisée, le CNRD a lancé un appel à l'ensemble des acteurs nationaux et aux partenaires au développement pour l'accompagnement du processus.

C'est dans ce cadre que des organisations de la société civile guinéenne ont mis en place l'Alliance Citoyenne pour la Transition (ACT) avec l'appui de la Fondation OSIWA pour mieux contribuer à la réussite de la Transition dans une unité d'action.

L'ACT est un cadre de concertations, d'échanges et de suivi de la transition, mais également une force de veille, d'alerte, de propositions et d'interpellations des acteurs de la transition en vue d'éviter les erreurs du passé.

L'objectif global de cette initiative est de contribuer à la réussite de la transition à travers la réalisation d'activités de plaidoyer à l'endroit des différents acteurs de la transition et des partenaires au développement.

1.3. Objectifs des sondages d'opinions

1.3.1 Objectif général

L'usage le plus populaire des sondages d'opinions est celui d'étudier les intentions de vote aux élections et de prédire le probable vainqueur. Au-delà de cet usage, les sondages sont souvent le meilleur moyen (et le plus fiable) de savoir ce que les populations pensent et veulent notamment en matière de politiques publiques. Lorsqu'ils sont bien effectués, les sondages fournissent des données réelles sur les opinions et les comportements des populations; données qui peuvent être exploitées pour prendre des décisions importantes. En Guinée, avec le taux d'analphabétisme de près de 56%, les sondages d'opinions constituent l'un des meilleurs moyens de donner la parole aux sans voix, notamment les femmes et les jeunes.

L'objectif principal de ce projet de sondages d'opinions est de fournir des données d'opinions réelles à l'Alliance Citoyenne pour la Transition (ACT) pour la conduite de ses activités de plaidoyer ainsi qu'à tous les acteurs clés de la transition pour la réussite de celle-ci.

Les données tirées des sondages d'opinions serviront de référence à l'ACT dans son rôle de veille et d'alerte. L'ACT deviendrait ainsi un acteur incontournable de la transition à travers ses propositions motivées par des données d'opinions.

1.3.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de ce projet sont :

- Produire deux sondages d'opinions sur la transition auprès des acteurs clés et de la population générale au cours du premier semestre de 2022 ;
- Sur la base des résultats des sondages d'opinions et avec l'ACT, élaborer des documents de plaidoyer destinés aux acteurs de la transition et aux partenaires au développement ;
- Informer l'opinion nationale et internationale sur les préoccupations et priorités des populations relatives à la transition, les points forts des actions entreprises, leur durabilité ainsi que les défis à relever.

1.4. Des résultats attendus pour l'ACT

Les sondages d'opinions contribueront à l'atteinte des résultats attendus du projet de plaidoyer de l'ACT que sont :

- Les membres de l'ACT participent au débat national sur la conduite de la transition et s'assurent de la mise en place des organes de la transition, dans les délais requis ;
- Le plaidoyer auprès des organes de la transition pour le respect des textes qui régissent la transition ainsi que la feuille de route établie à cet effet est effectué ;
- Les contributions en termes de réflexions et de propositions relatives à l'élaboration du projet de constitution, son adoption et sa vulgarisation sont apportées et transmises à qui de droit.

1.5. Méthodologie

1.5.1. Méthode d'évaluation

Pour mesurer l'évolution de l'opinion publique sur la conduite de la transition par le CNRD pour le retour à un ordre constitutionnel, Stat View International a utilisé la méthode CAPI (Computer Assisted Personal Interviewing). La méthode d'évaluation était basée sur la **théorie du changement**. Des critères rigoureux d'évaluation ont été utilisés notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les résultats, la durabilité et les leçons à tirer entre autres.

Les questions ont été administrées au téléphone pour une durée n'excédant pas 30 mn. Les interviews étaient enregistrées pour des fins de contrôle. L'échantillon était aléatoire ou raisonné selon les répondants cibles.

Pour les sondages d'opinions sur la transition, l'échantillon a été de 1200 répondants dans la population générale soit 1000 répondants dans les ménages et 200 acteurs de la transition avec une couverture nationale c'est-à-dire l'ensemble du territoire national. L'échantillon maître a été fourni par l'Institut National de la Statistique. La représentativité de l'échantillon a été assurée quel que soit le niveau opérationnel du sondage ou le groupe cible et ce, de manière à garantir une marge d'erreur due à l'échantillonnage ne dépassant pas 5% à un niveau de confiance de 95%. Le personnel de Stat View International était en charge de la conduite des interviews et des mécanismes de contrôle de qualité notamment les backchecks ont été mis en place à travers une équipe de supervision.

1.5.2. Groupes cibles et échantillon

Ces interviews ont touché des citoyens guinéens âgés de 18 ans ou plus dont 1000 dans la population générale et 200 parmi les acteurs clés de la Transition. S'agissant des citoyens dans la population générale, ils ont été touchés dans les différentes régions du pays. A cet effet, une liste de 4215 ménages a été fournie à Stat View International par l'Institut National de la Statistique (INS). Chaque ménage se trouvant sur cette liste comptait au moins un membre disposant d'un numéro de téléphone. Stat View International a procédé au tirage aléatoire de 1000 ménages.

Parmi les ménages non sélectionnés se trouvant sur la même liste, 200 autres ménages ont été sélectionnés pour pallier aux éventuels cas de refus ou encore des numéros injoignables. Ces 200 ménages ont constitué un échantillon de réserve. Le nombre des ménages par région était proportionnel au nombre des ménages de la dite région figurant sur la liste fournie par l'INS. Cet échantillon de réserve a été également réparti entre les régions selon les mêmes proportions. Dans chaque ménage, seul un répondant devrait être interviewé. Ainsi, les répondants ont été joints au téléphone pour être soumis à l'entretien. Quant aux 200 acteurs clés de la Transition, ils sont issus des partis politiques, des organes de la presse, des structures syndicales et des organisations de la société civile. Ils ont été joints au téléphone en général. Toutefois, certains acteurs résidants à Conakry ont été interviewés face à face.

1.6. Organisation de l'enquête

La collecte des données s'est déroulée en deux phases : la phase préparatoire et celle de l'enquête proprement dite.

1.6.1 Phase préparatoire

Cette phase a été consacrée à l'élaboration des outils de collecte, au recrutement et à la formation du personnel de collecte. Aussi, elle a été l'occasion de préparer les formalités administratives (achat de fournitures et matériels, logistique, ...) et de finaliser les outils de collecte, en tenant compte des remarques et suggestions du partenaire.

1.6.1.1. Recrutement et formation du personnel de collecte

Les enquêteurs et les superviseurs ont été recrutés parmi le personnel de collecte de Stat View International (SVI) en fonction de leurs expériences. Ils ont été formés par la méthode participative et interactive. Au cours de cette formation, des questions liées à l'étude et aux techniques d'enquête ont été largement abordées. Une attention particulière a été accordée à la méthodologie, à la maîtrise du questionnaire, au respect de l'éthique et de la déontologie en matière de recherche. Pour permettre au personnel de collecte de se familiariser à la méthodologie et au questionnaire, il y a eu des jeux de rôle. Pour cela, deux jours de formation théorique ont été organisés.

1.6.1.2. Pré-test

Le pré-test a eu lieu, après la formation. Cette phase visait à évaluer le questionnaire, recueillir des commentaires sur le format et la complexité des questions posées et déterminer la durée moyenne des entrevues. Toutes les équipes ont été déployées sur le terrain afin d'avoir la maîtrise du questionnaire et de la méthodologie. Chaque enquêteur a eu à réaliser au moins deux interviews.

1.6.2. Enquête proprement dite

La collecte des données s'est déroulée du 11 au 31 Mars 2022. Pendant cette période, 1200 interviews ont été réalisées dont 1000 auprès des citoyens dans les ménages et 200 auprès des acteurs clés de la Transition. Pour la collecte des données sur le terrain, SVI a recruté, au total, 11 chercheurs dont 3 Superviseurs et 8 enquêteurs. Chaque superviseur était à la tête d'une équipe. Les deux premières équipes comprenaient chacune trois (3) enquêteurs et la troisième en comptait deux(2).

1.6.2.1. Rôle des enquêteurs

La liste des ménages sélectionnés et celle de réserve ont été réparties entre les huit (8) enquêteurs. Chaque enquêteur parcourait la liste, appelait les membres des ménages sélectionnés, se présentait et expliquait la mission. Après le consentement du répondant, il lui administrait le questionnaire ou demandait un rendez-vous selon la disponibilité des personnes à interviewer. A la fin de la journée, il faisait le compte rendu de son activité à son superviseur. Ce rapport journalier était envoyé également sur la plateforme créée à cet effet pour le personnel de collecte. Chaque enquêteur a eu à réaliser 125 entretiens complets à partir de la liste qui lui a été remise, en fonction de la langue parlée dans les différentes régions.

1.6.2.2. Supervision

Les superviseurs coordonnaient les activités de leurs équipes respectives. Chaque jour, ils se rassuraient de l'évolution des activités sous leur responsabilité. Ensuite, ils procédaient au contrôle de qualité. Outre la supervision, ils étaient également chargés de réaliser des entretiens auprès des acteurs soit au téléphone soit face à face.

1.7. Coordination

La coordination a été conjointement assurée par Stat View International (SVI) et OSIWA. Il revenait à SVI de coordonner l'élaboration des documents de collecte, la formation des enquêteurs et superviseurs, le pré-test, la composition des équipes et l'organisation du travail sur le terrain. Également, le coordonnateur de SVI devait faciliter les formalités administratives et superviser les équipes au moment de la collecte. Enfin, il devait veiller sur la qualité et la fiabilité des données collectées, coordonner l'analyse des données, la rédaction du rapport, le respect du chronogramme et des termes de références du contrat.

Le représentant de l'OSIWA, quant à lui, devait valider les outils de collecte, veiller au respect de la méthodologie et du deadline. Aussi, il devait suivre et faciliter les paiements et servir d'interlocuteur pour SVI.

1.8. Traitement des données

Le personnel de terrain a utilisé Kobo collect, qui est à l'image de SurveyCTO, pour la collecte des données par questionnaire. Avec Kobo collect, toutes les questions ont été renseignées. Le formulaire ou le programme de saisie a été élaboré en tenant compte de la logique du questionnaire. Kobo collect a permis de travailler plus rapidement, de suivre la collecte en ligne et éventuellement d'apporter des corrections sur le terrain avant la remontée des données. Cette méthode de travail est beaucoup sécurisante et fiable. La tablette a facilité l'administration du questionnaire et l'envoi sécurisé des données en ligne. La base des données Kobo collect a été téléchargée en Excel, puis convertie en fichier de données SPSS. C'est cette version qui a été utilisée pour l'analyse des données et la rédaction du rapport.

1.9. Contrôle qualité

Pendant l'enquête, les superviseurs se sont assurés du respect de la méthodologie proposée pour la sélection des répondants. Ensuite, ils ont procédé à la vérification des questionnaires remplis et ont fait le contrôle de routine sur 10% de l'échantillon. Le data manager et ses assistants étaient chargés de recevoir et de vérifier les questionnaires remplis dans les tablettes, de signaler les incohérences et de retourner ceux à problème aux superviseurs pour correction. Le superviseur, en collaboration avec l'enquêteur, apportait la correction.

CHAPITRE II : RESULTATS DU SONDAGE

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants

Le sondage sur la Transition en cours en Guinée a couvert toutes les régions du pays. La collecte des données a été faite à travers un questionnaire conçu à cet effet. Au total, 1200 guinéens âgés de 18 ans ou plus ont été interviewés soit 1000 répondants dans les ménages (citoyens) et 200 répondants parmi les acteurs de la transition. L'entretien s'est déroulé face à face ou au téléphone.

La répartition de l'échantillon des répondants par région administrative est indiquée dans le tableau n°1 ci-dessous. Les répondants parmi les acteurs sont issus des partis politiques, des organes de presse, des structures syndicales et des organisations de la société civile, voir tableau n°2.

Tableau n°1 : Répartition des répondants dans les ménages (citoyens) par régions

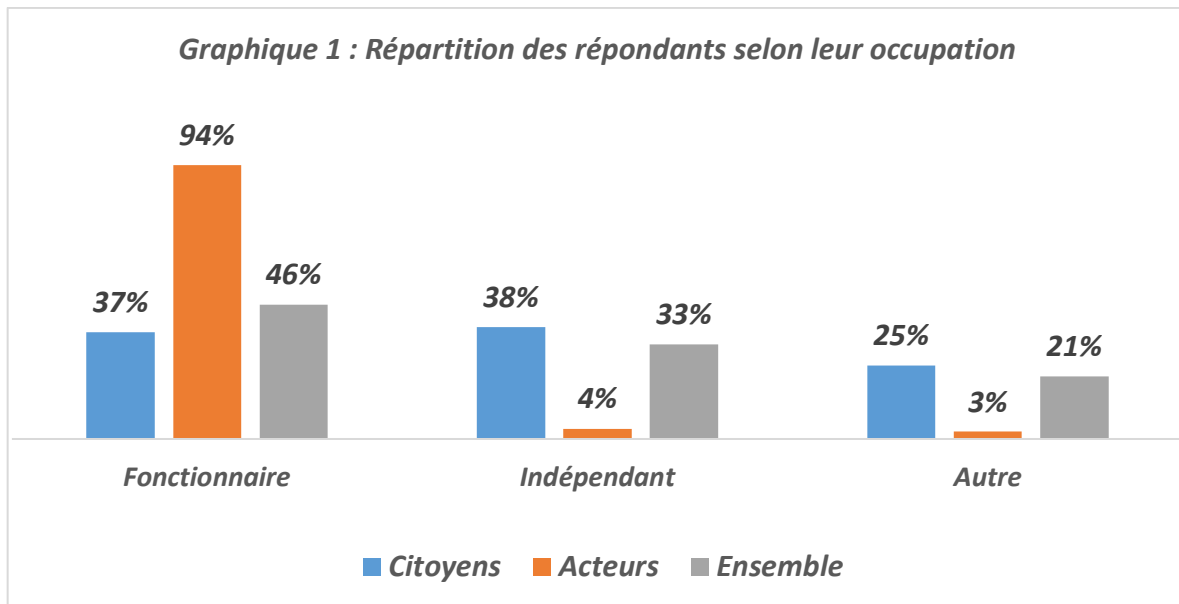
Régions	Effectif	Pourcentage
Conakry	165	17%
Boké	94	9%
Kindia	135	14%
Mamou	108	11%
Labé	116	12%
Faranah	126	13%
Kankan	130	13%
N'Zérékoré	126	13%
Total	1000	100%

Tableau n°2 : Répartition des acteurs par catégories

Catégories	Effectif	Pourcentage
Homme politique	63	32%
Homme de média	51	26%
Activiste de la société civile	48	24%
Syndicaliste	38	19%
Total	200	100%

Globalement, l'âge moyen des répondants est de 36 ans, soit 35 ans chez les citoyens dans les ménages et 41 ans pour les acteurs. Parmi les répondants dans les ménages (citoyens), 46% sont des universitaires, 39% ont le niveau pré-universitaire et 16% n'ont jamais été scolarisés. Quant aux acteurs, ils sont pour la plupart des universitaires (95%). Deux tiers des répondants sont mariés ou en union (66%). La plupart des répondants sont des fonctionnaires (public, privé) ou des travailleurs des ONG comme l'indique le graphique 1. Il y a également des indépendants ou des personnes qui travaillent pour leur propre compte et la catégorie autre qui regroupe les autres statuts.

Dans l'ensemble, 46% des répondants sont des fonctionnaires et 33% des indépendants. S'agissant des citoyens, 38% parmi eux sont des indépendants et 37% des fonctionnaires. Les acteurs sont presque tous des fonctionnaires (94%).



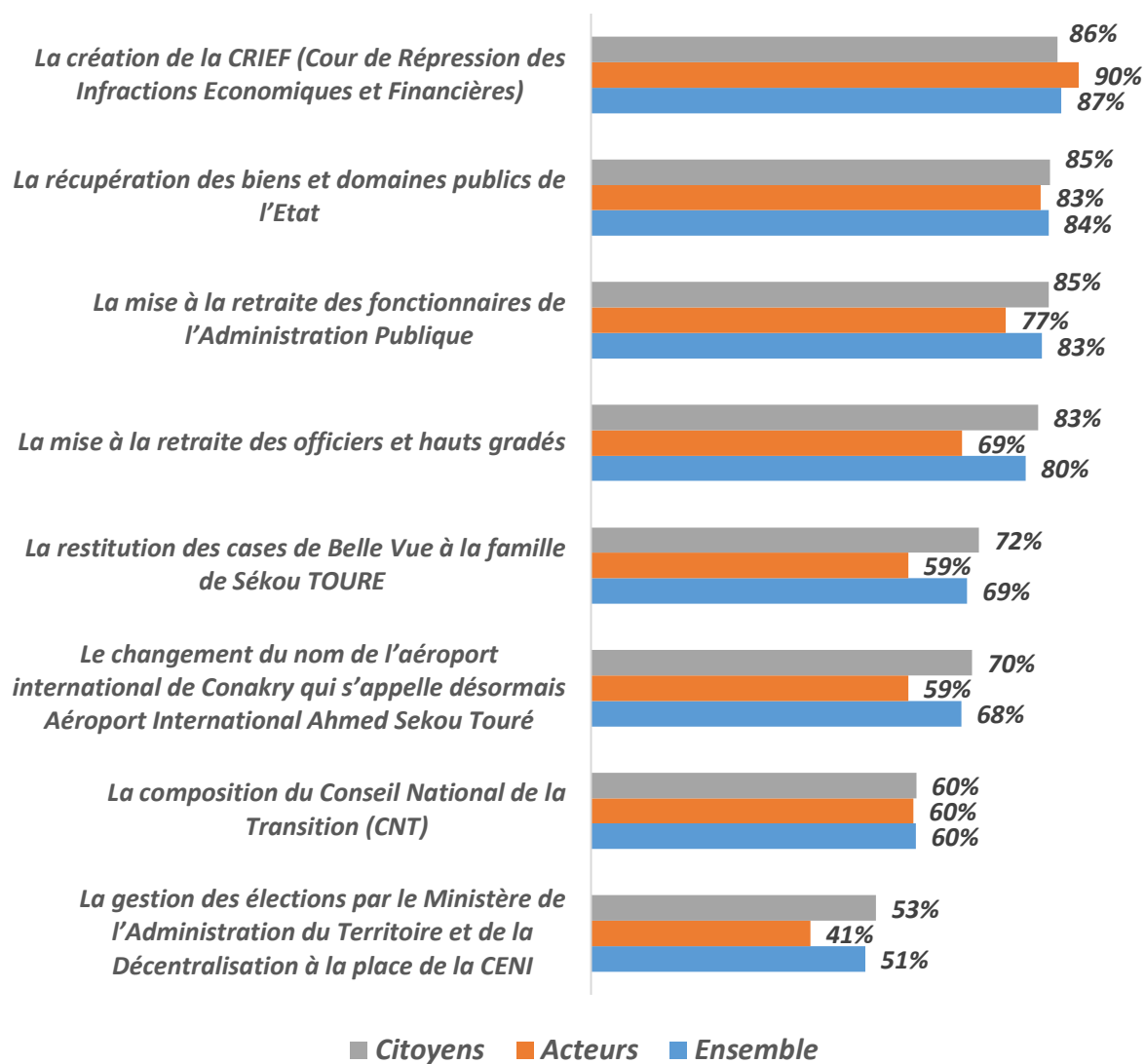
2.2. Appréciation de la Transition

2.2.1. Opinion des répondants sur la pertinence des mesures prises par le CNRD

Selon 88% des répondants, la prise du pouvoir par l'Armée le 05 Septembre 2021 était nécessaire, quel que soit le groupe cible considéré. Depuis l'avènement du CNRD au pouvoir, plusieurs mesures ont été prises par les nouvelles autorités. Une liste de huit d'entre elles a été soumise à l'appréciation des répondants sur leur bien-fondé. Les mesures jugées les plus pertinentes par les répondants, tous groupes cibles confondus, sont la création de la CRIEF (Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières) (87%), la récupération des biens et domaines publics de l'État (84%) et la mise à la retraite des fonctionnaires de l'Administration Publique (83%).

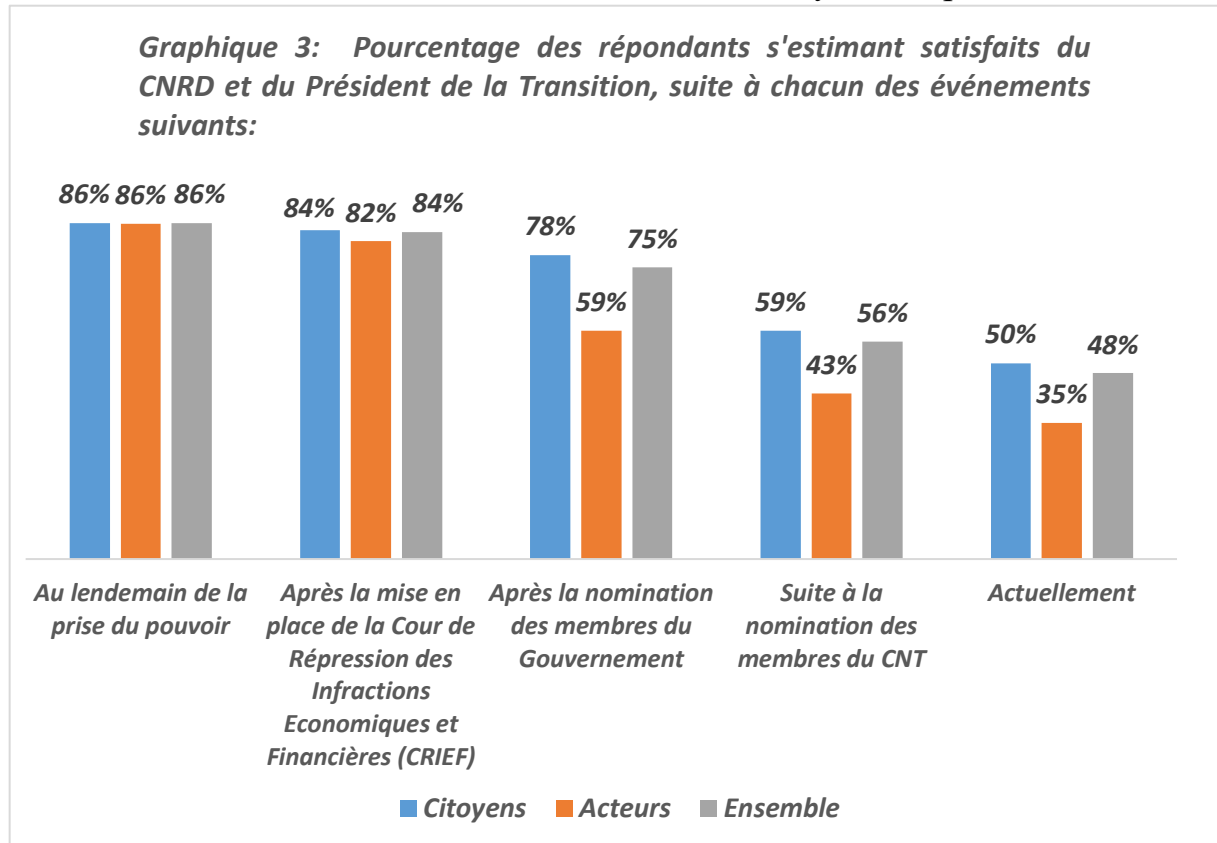
Par contre, la gestion des élections par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation à la place de la CENI est la mesure jugée la moins pertinente par les répondants (51%). D'ailleurs, seulement 41% des acteurs approuvent cette décision. *Pour plus de détail, conférer graphique 2.*

Graphique 2: Pourcentage des répondants trouvant pertinentes les mesures prises par la junte depuis l'avenement du CNRD au pouvoir



2.2.2. Degré de satisfaction des répondants suite à la mise en place de certaines institutions

Ce sondage s'est également intéressé au degré de satisfaction des répondants par rapport au CNRD et au Président de la Transition après la mise en place de certaines institutions. Les taux de satisfaction des citoyens les plus élevés ont été

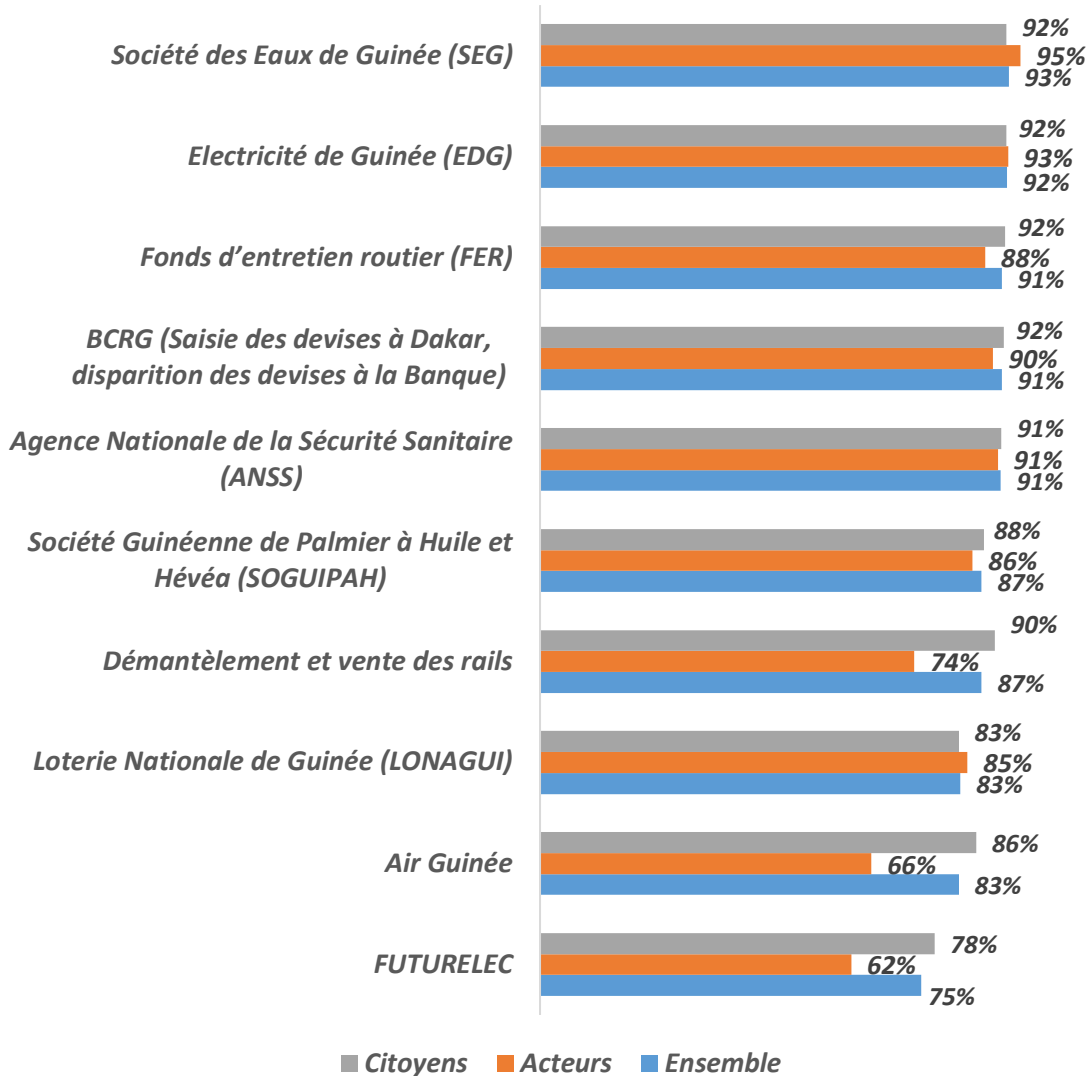


enregistrés au lendemain de la prise du pouvoir par le CNRD (86%) et après la mise en place de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF) (84%). **Le taux de satisfaction globale actuelle est de 50% chez les citoyens et de 35% chez les acteurs, soit en 48% en moyenne au niveau national**

2.2.3. Opinion des répondants sur la pertinence d'engager des poursuites judiciaires relatives à plusieurs dossiers d'audits

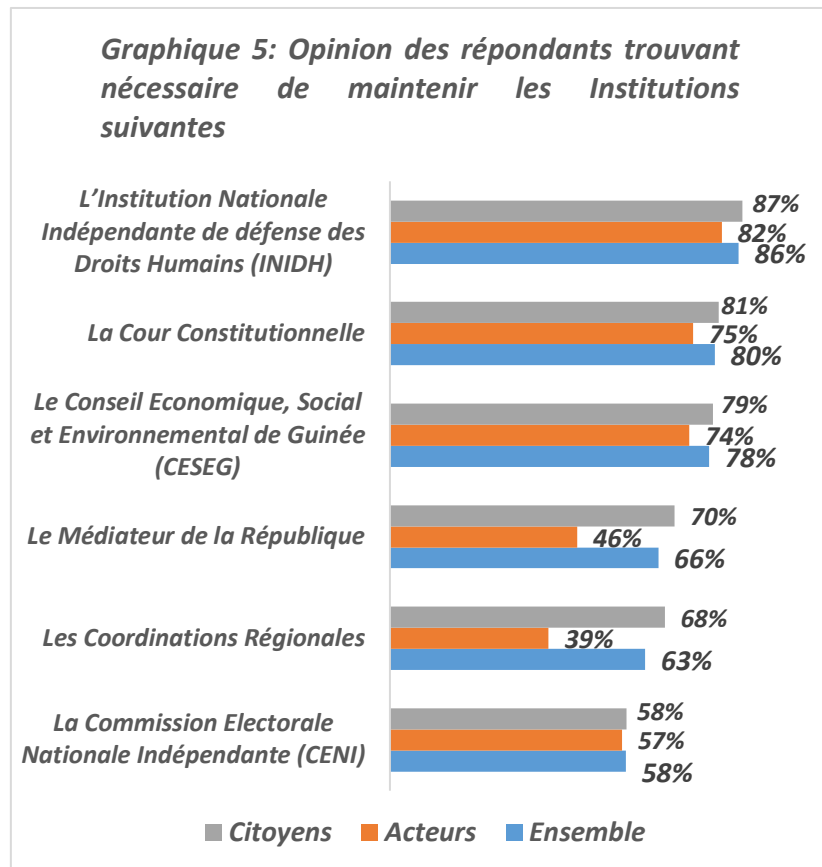
Au cours du sondage, les répondants ont donné leurs opinions sur le bien-fondé d'engager des poursuites judiciaires relatives à plusieurs dossiers d'audits. Une liste de dix dossiers a été soumise à leur jugement. Des résultats, il ressort qu'au moins trois quarts des répondants trouvent pertinent d'engager des poursuites judiciaires relatives à chacun des dossiers d'audits proposés. Néanmoins, les dossiers jugés les plus pertinents par les répondants, quel que soit le groupe cible, sont la Société des Eaux de Guinée (SEG) (93%), l'Electricité de Guinée (EDG) (92%), le Fonds d'entretien routier (FER) (91%), la BCRG (Saisie des devises à Dakar, la disparition des devises à la Banque) (91%) et l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSS) (91%). Ce sont en fait les dossiers qui ont été les plus médiatisés d'ailleurs. Par contre, il n'y a pas d'avis convergents sur certains dossiers entre citoyens et acteurs. Il y a des dossiers considérés comme pertinents par les citoyens répondants dans les ménages qui ne sont pas tellement importants selon les acteurs Il s'agit notamment du Démantèlement et de la vente des rails, des dossiers Air Guinée et de FUTURELEC. *Pour plus détails, conférer graphique 4.*

Graphique 4: Opinion des répondants trouvant pertinent d'engager des poursuites judiciaires relatives aux dossiers d'audits ci-après :



2.2.4. Opinion des répondants sur la nécessité du maintien de certaines institutions

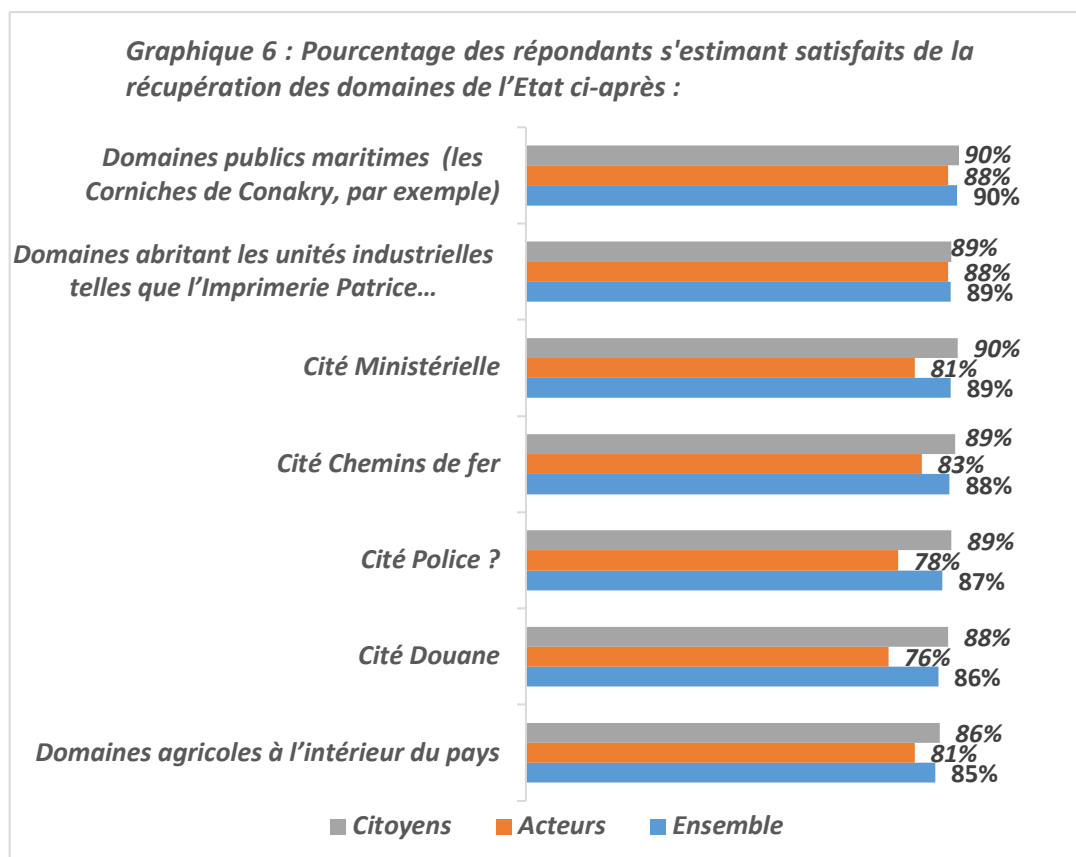
La question sur la nécessité de maintenir certaines institutions a été abordée. Plus de trois quarts des répondants estiment qu'il est nécessaire de maintenir l'Institution Nationale Indépendante de défense des Droits Humains (INIDH), la Cour Constitutionnelle et le Conseil Economique, Social et Environnemental de Guinée (CESEG). Il



est à noter que les acteurs, dans leur majorité, ne trouvent pas nécessaire le maintien des Coordinations Régionales et du Médiateur de la République.

2.2.5. Degré de satisfaction des répondants par rapport à la récupération des domaines de l'Etat

Au cours de ce sondage, l'intérêt a été également porté sur le degré de satisfaction des répondants quant à la récupération des domaines de l'Etat. A cet effet, une liste de huit domaines de l'Etat a été soumise à leur appréciation. Il se dégage que plus de 80% des répondants sont satisfaits de la récupération de chacun des domaines proposés. Néanmoins, les domaines pour lesquels les pourcentages sont les plus élevés sont les domaines publics maritimes (les Corniches de Conakry, par exemple) (90%), les domaines abritant les unités industrielles telles que l'Imprimerie Patrice Lumumba, SOGUIFAB et la Cité Ministérielle. Le taux de satisfaction de la récupération de ces biens est plus élevé chez les citoyens que chez les acteurs, et ce quel que soit le domaine considéré.

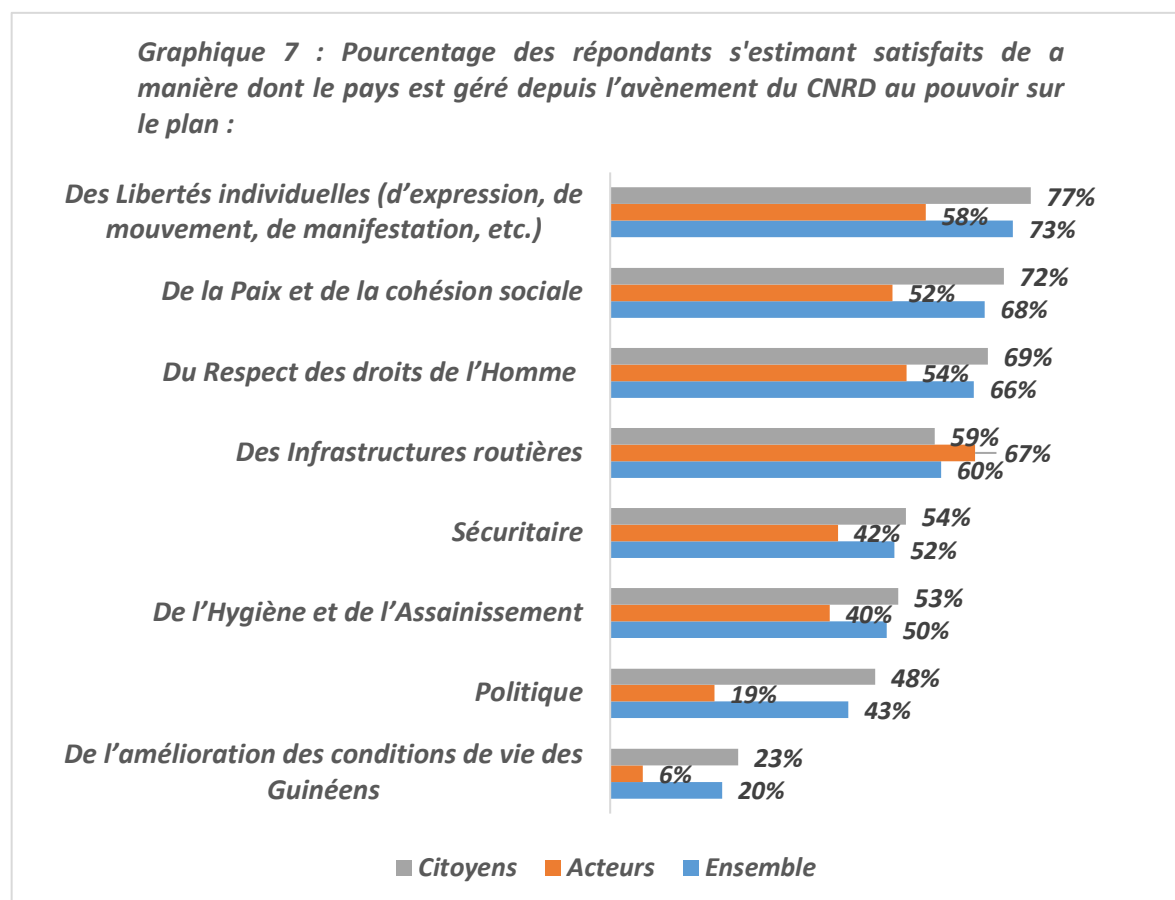


2.2.6. Degré de satisfaction des répondants par rapport à la manière dont le pays est géré sur plusieurs plans

La satisfaction par rapport à la manière dont le pays est géré sur plusieurs plans depuis l'avènement du CNRD au pouvoir a été évoquée. Au moins deux tiers des répondants dans les menages sont satisfaits du CNRD dans sa gestion des Libertés individuelles, de la Paix et de la cohésion sociale (68%) et du Respect des droits de l'Homme (66%). Tel est également le constat au niveau des citoyens. Par contre, chez les acteurs, le taux de satisfaction le plus élevé a été enregistré au niveau des Infrastructures routières (67%).

Moins de la moitié des répondants (43%) se disent satisfaits de la manière dont le pays est géré sur le plan politique. Pire, le taux de satisfaction baisse à 20% lorsqu'il s'agit d'apprécier la performance des autorités de la transition dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie des Guinéens (sulement 20%). D'ailleurs, il n'y a que 6% des acteurs qui sont satisfaits de la performance des

autorités actuelles en matière d'amélioration des conditions de vie des citoyens. Pour plus de détails, conférer graphique 7.

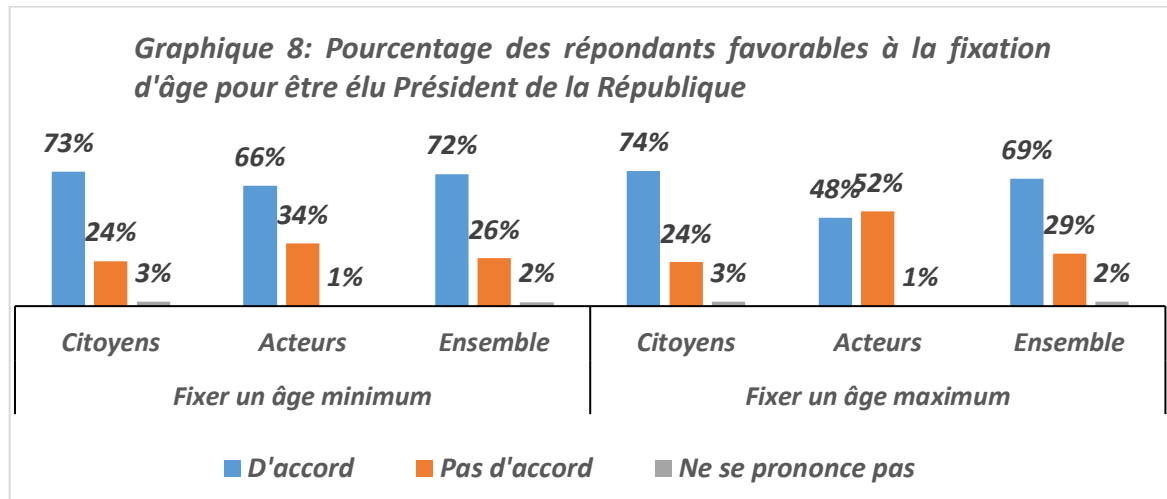


2.2.7. Opinion des répondants sur la limitation d'âge pour être élu Président ou Député à l'Assemblée Nationale, la durée et le nombre de leurs mandats

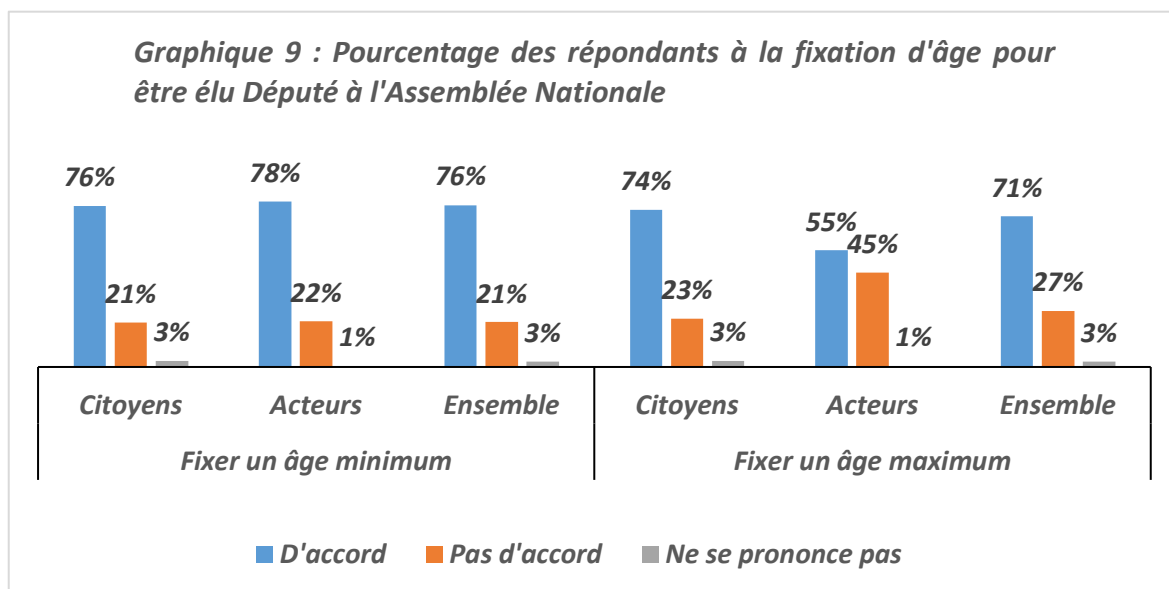
Les répondants ont été appelés à exprimer leur avis sur les dispositions que devrait avoir la Nouvelle Constitution. A cet effet, les questions relatives à la limitation d'âge pour être élu Président de la République ou Député à l'Assemblée Nationale ont été abordées.

Selon les résultats, 72% des répondants sont d'accord que la Nouvelle Constitution fixe un âge minimum au candidat pour être élu Président de la République. Ce point de vue est plus partagé chez les citoyens (73%) que chez les acteurs (66%). L'âge minimum proposé par 80% des repondants est de 45 ans.

S'agissant de l'âge maximum, 69% des répondants soutiennent l'avis selon lequel une limite doit être imposée. Toutefois, les acteurs sont majoritairement contre une telle proposition (soit 52%). Selon les répondants dans les ménages, cet âge maximum pourrait être 75 ans pour être candidat à la présidence de la République.



Plus de trois quarts des répondants sont favorables à une disposition fixant un âge minimum au candidat pour être élu Député à l'Assemblée Nationale, quel que soit le groupe cible. Il leur a été également demandé de proposer cet âge. Trois quarts des répondants proposent un âge minimum ne dépassant pas 40 ans. De même, 71% des répondants sont d'accord à ce que l'âge maximum pour être élu Député à l'Assemblée Nationale soit fixé. Trois quarts des répondants ont proposé 70 ans.



Les candidatures indépendantes aux élections nationales ont été sollicitées par la majorité des répondants (70%). D'ailleurs, 77% des acteurs sont favorables à une telle proposition.

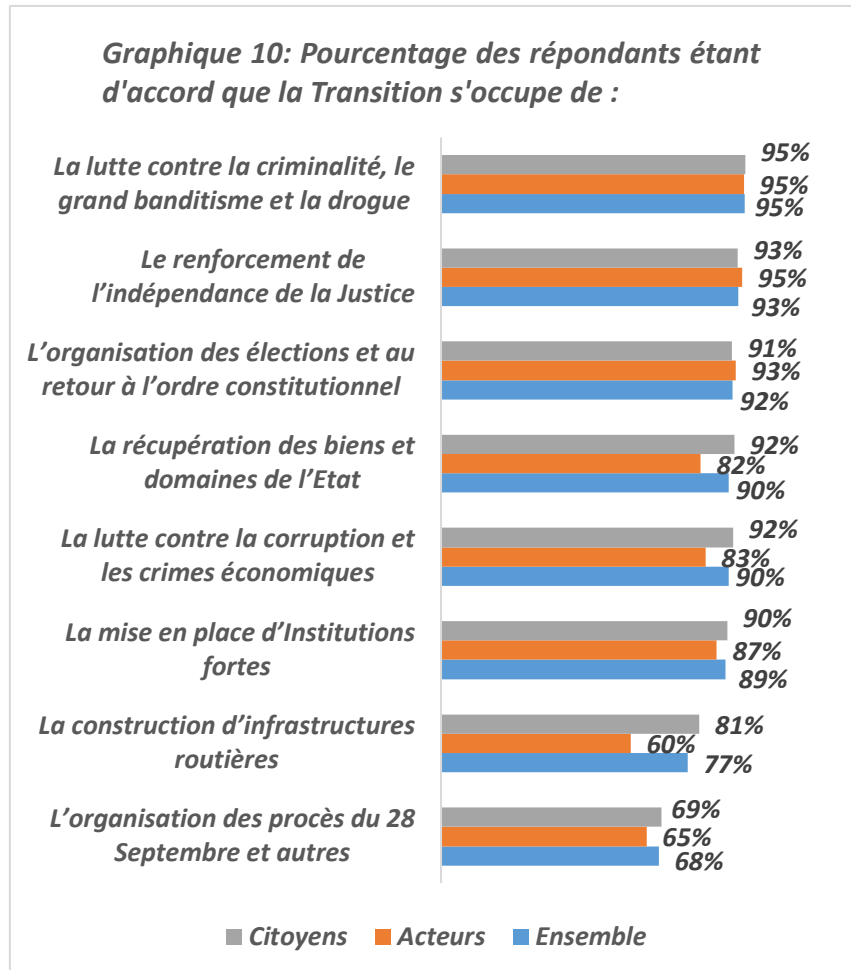
Pour près de trois quarts des répondants, la durée du mandat du Président de la République doit être de 5 ans, quel que soit le groupe cible (74%). Par rapport au nombre de mandats, 87% des répondants proposent deux. Cet avis est soutenu aussi bien par les acteurs (94%) que par les citoyens (86%).

2.2.8. Opnion des répondants sur la limitation du nombre de partis politiques

La majorité des répondants sont d'avis que le nombre de partis politiques soit limité (81%). C'est du moins le point de vue de 85% des citoyens et 64% des acteurs. Trois quarts des répondants proposent un nombre de partis politiques ne dépassant pas neuf (9). Trois quarts des acteurs proposent un nombre de partis politiques ne dépassant pas cinq (5). **Près de la moitié des acteurs et du tiers des citoyens proposent qu'il y ait seulement deux partis politiques, soit respectivement 48% et 30%.**

2.2.9. Opinion des répondants sur l'exécution de certaines actions pendant la Transition et sa durée

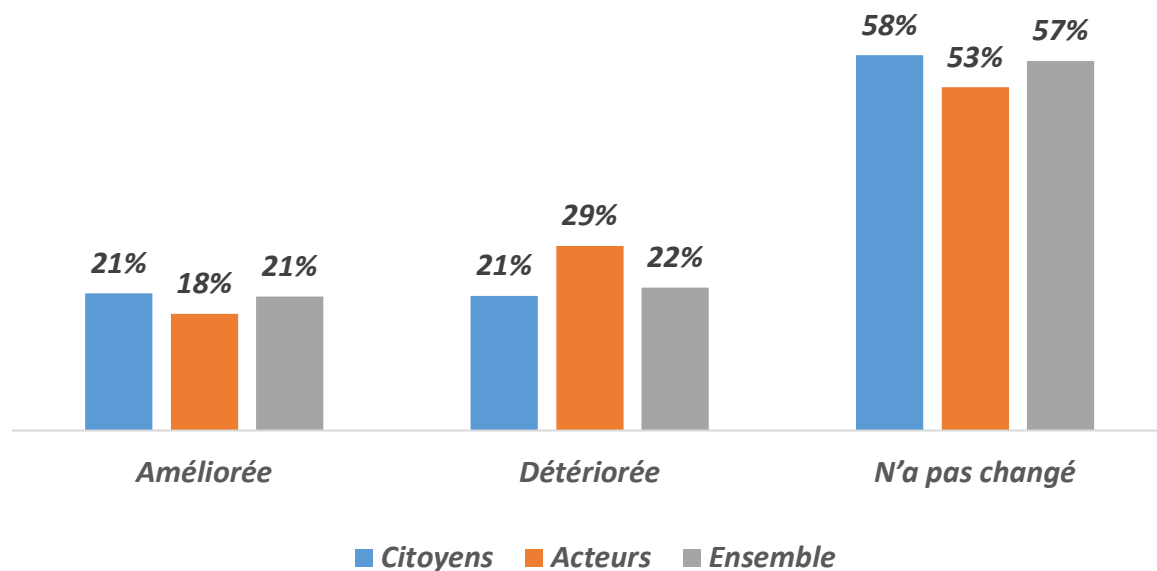
Une liste de huit actions a été proposée aux répondants de se prononcer s'ils sont d'accord qu'elles doivent être menées pendant la Transition. La majorité des répondants sont d'accord que la Transition s'occupe de chacune de ces actions, quel que le groupe cible. Cependant, l'action à laquelle les répondants sont le moins favorables est l'organisation des procès du 28 Septembre et autres (68%). Il est à signaler aussi que les acteurs sont moins favorables à ce que la Transition s'occupe de la construction d'infrastructures routières. Pour plus de détails, conférer graphique 10.



Par rapport à la durée de la Transition, trois quarts des répondants proposent une durée n'excédant pas trois ans. La durée la plus citée est de 2 ans (39%), ensuite 3 ans (25%). Pour les acteurs, ces pourcentages sont respectivement de 46% pour 2 ans et 32% pour 3 ans. Quant aux citoyens, la durée de 2 ans a été citée par 37% d'entre eux et celle de 3 ans par 24% .

A la question de savoir si la Guinée va bien depuis l'avènement du CNRD et de Mamadi DOUMBOUYA, les avis sont partagés. La moitié soit 50% estiment que la Guinée va bien par contre l'autre moitié trouve que le pays va mal. **La majorité des répondants trouvent que leur situation personnelle n'a pas changé au cours cette même période (57%).**

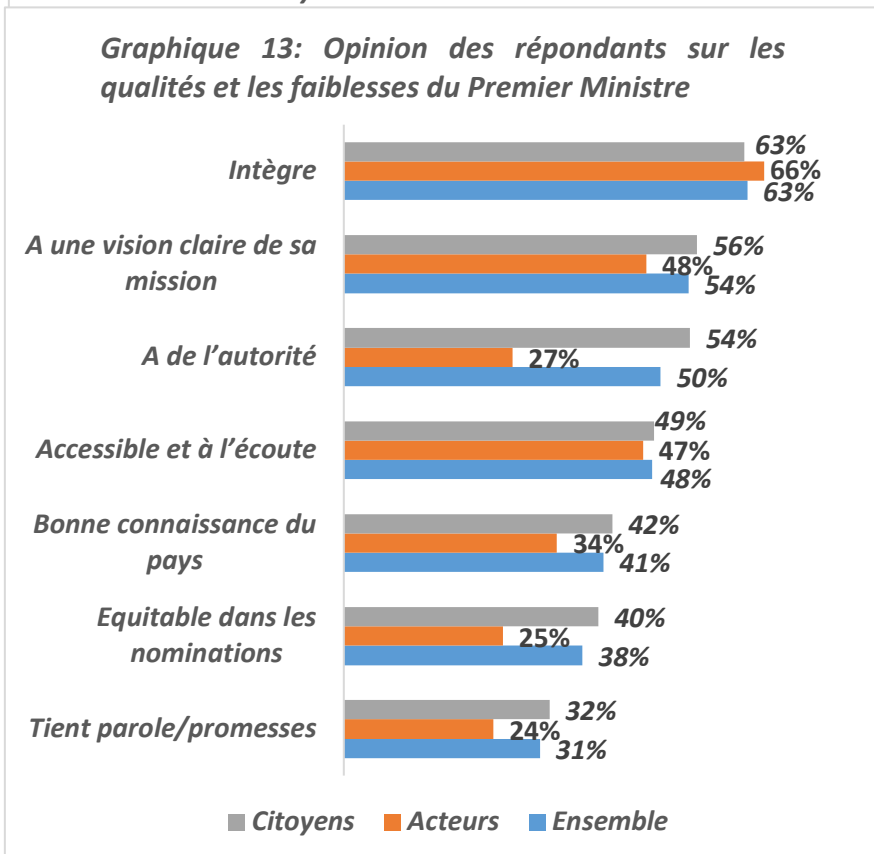
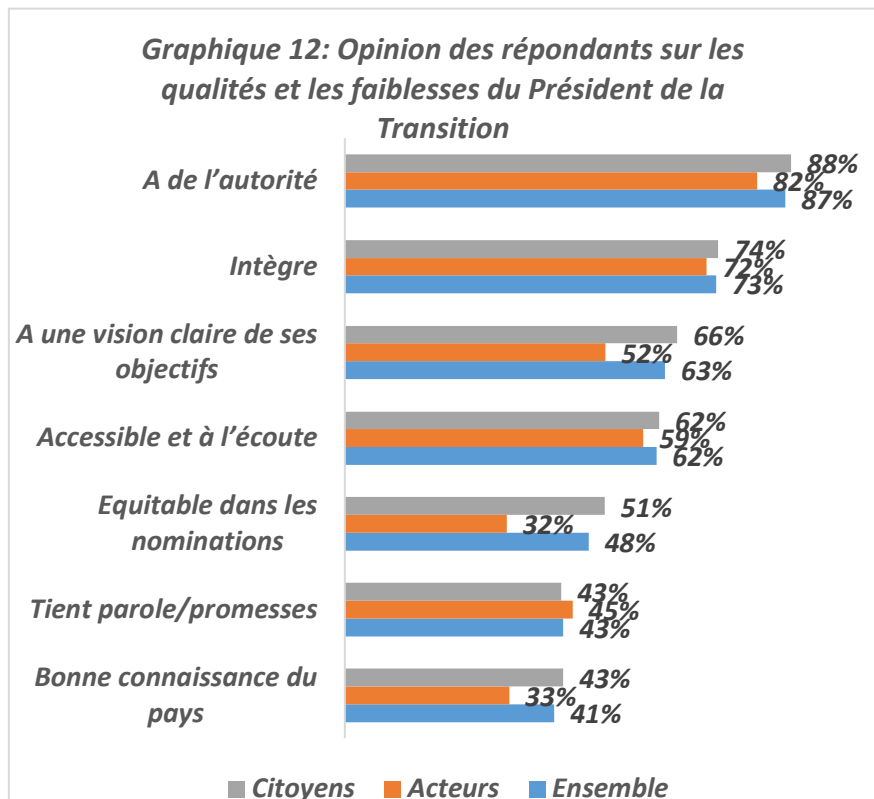
Graphique 11: Opinion des répondants sur l'amélioration de leur condition personnelle ou pas depuis l'avènement du CNRD au pouvoir



2.2.10. Opinion des répondants sur les qualités et les faiblesses des principaux leaders de la Transition

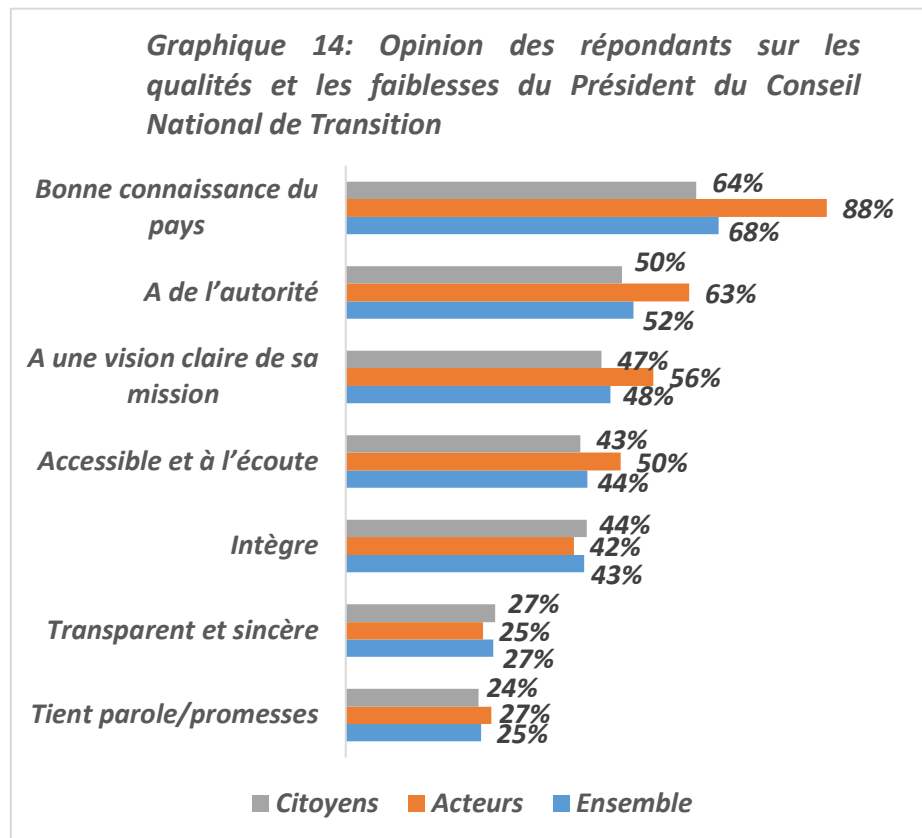
Il a été question des qualités et des faiblesses des principaux leaders. Par rapport au Président de la Transition, plus de 70% des répondants estiment qu'il a de l'autorité (87%) et qu'il est intègre (73%). Par contre, moins d'un guinéen sur deux pense qu'il a une bonne connaissance du pays (41%), qu'il tient parole (43%) ou qu'il est équitable dans ses nominations (48%). La différence est significative entre les points de vue des citoyens et des acteurs pour certaines qualités ou faiblesses.

S'agissant du Premier Ministre, plus de la moitié des répondants estiment qu'il est intègre (63%) et qu'il a une vision claire de sa mission (54%).



Par contre, seulement 31% pensent qu'il tient parole (31%) ou qu'il est équitable dans ses nominations (38%). Seulement 41% des guineens trouvent qu'il a une bonne connaissance du pays.

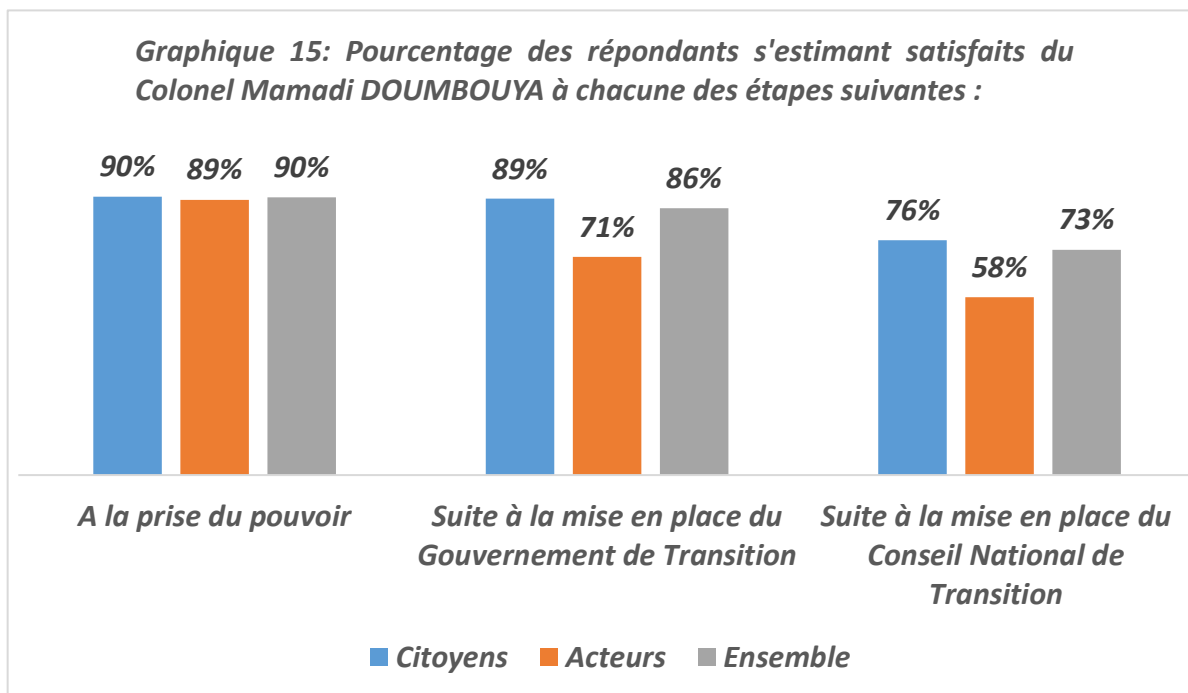
Quant au Président du Conseil National de la Transition, plus de deux tiers des répondants pensent qu'il a une bonne connaissance du pays (68%) et 52% des répondants estiment qu'il a de l'autorité. Toutefois, seulement 25% d'entre eux pensent qu'il tient promesse et seulement 27% le trouvent transparent et sincère.



2.2.11. Degré de satisfaction des répondants par rapport au Président de la Transition suite à la mise en place de certaines Institutions de la Transition.

Selon les résultats, 90% des répondants étaient satisfaits du Colonel Mamadi DOUMBOUYA à la prise du pouvoir, 86% suite à la mise en place du Gouvernement de Transition et 73% suite à la mise en place du Conseil National de la Transition. Il faut souligner que le pourcentage diminue de façon remarquable au niveau des acteurs passant de 89% à la prise du pouvoir à 71% suite à la mise en place du Gouvernement de Transition, enfin à 58% suite à la mise en place du Conseil National de la Transition.

Graphique 15: Pourcentage des répondants s'estimant satisfaits du Colonel Mamadi DOUMBOUYA à chacune des étapes suivantes :



2.2.12. Priorités des répondants auprès du Président de la Transition

A la question de savoir ce qu'ils demanderaient en priorité au Président de la Transition s'ils avaient la possibilité de le rencontrer, selon les résultats, ils lui parleraient de l'emploi-jeune (23%), des élections (21%) et des conditions de vie des Guinéens (17%). Quant aux acteurs, ils lui parleraient des élections (31%) et de l'équité dans les nominations (17%).

CONCLUSION

Depuis le 05 septembre 2021, la Guinée traverse une période de transition dirigée par le CNRD sous la conduite du Colonel Mamadi DOUMBOUYA. Son avènement a été salué par la majeure partie de la population guinéenne et des acteurs sociopolitiques du pays. Cet espoir suscité était fondé sur les promesses contenues dans le discours de prise du pouvoir. Il s'agit entre autres de la refondation de l'Etat, de la mise en place des institutions fortes tout en faisant de la Justice la boussole.

Plus d'un semestre à la tête de l'Etat, les nouvelles autorités ont eu à poser des actes suite auxquels les répondants étaient appelés à se prononcer. Ce sondage a permis de recueillir les opinions des populations générales et des acteurs clés de transition.

Ainsi la création de la CRIEF (Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières), la récupération des biens et domaines publics de l'État et la mise à la retraite des fonctionnaires de l'Administration Publique ont été positivement salués par les répondants.

Par ailleurs, le taux de satisfaction des répondants par rapport au CNRD et au Président de la Transition élevé à la prise du pouvoir, est en baisse actuellement après la mise en place de certaines institutions. Il s'agit notamment du Gouvernement et du Conseil National de la Transition (CNT).

Cependant, des poursuites judiciaires relatives à plusieurs dossiers d'audits engagées par les nouvelles autorités sont jugées pertinentes par les répondants. Ils saluent également les opérations de récupération des domaines de l'Etat.

Au moins deux tiers des répondants dans les ménages apprécient la manière dont le CNRD gère le pays sur le plan des Libertés individuelles, de la Paix et de la cohésion sociale et du Respect des droits de l'Homme. Par contre, moins de la moitié des répondants (43%) se disent satisfaits de la gestion du pays sur le plan politique. Pire, le taux de satisfaction baisse à 20% lorsqu'il s'agit d'apprécier la performance des autorités de la transition dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie des Guinéens (seulement 20%). D'ailleurs, il n'y a que 6% des acteurs qui sont satisfaits de la performance des autorités actuelles en matière d'amélioration des conditions de vie des citoyens. En outre, les avis sont partagés, la moitié soit 50% des répondants estiment que la Guinée va bien par contre l'autre moitié trouve que le pays va mal depuis l'avènement du CNRD et de Mamadi DOUMBOUYA.

La majorité des répondants sont favorables à la limitation de l'âge aussi bien minimum que maximum pour être élu Président de la République ou Député à l'Assemblée Nationale. Concernant l'âge maximal, les pourcentages des acteurs favorables à cette limitation sont faibles.

Les priorités des répondants dont ils parleraient au Président de la Transition s'ils le rencontraient sont l'emploi-jeune, les élections et les conditions de vie des Guinéens. Quant aux acteurs, il s'agit des élections et de l'équité dans les nominations.